



60 Avenue du Capitaine Resplandy
64100 Bayonne
Tél : 05 59 46 00 50
Fax : 04 59 46 01 99

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
TERRITORIALE BAYONNE PAYS BASQUE
50-51 ALLEES MARINES
64102 BAYONNE CEDEX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2018

*À l'Assemblée Générale de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE
BAYONNE PAYS BASQUE*

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE BAYONNE PAYS BASQUE** relatifs à l'exercice clos le **31 Décembre 2018**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CCI à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous portons à votre connaissance les éléments suivants à la justification de nos appréciations :

- Les principes comptables suivis ; les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre dont l'appréciation est essentielle au regard de leurs incidences majeures figurent dans l'Annexe. Nous attirons particulièrement votre attention :
 - Sur les indications concernant :
 - Les spécificités des services
 - Les engagements sociaux et financiers
 - Les provisions et amortissements
 - Transfert du personnel à la CCI Régionale
 - Sur les conséquences comptables liées aux conditions d'application de la concession et des avenants du port de commerce de Bayonne mentionnées au point 6 de l'annexe.
 - Sur les règles appliquées pour la comptabilité de la concession portuaire de St-Jean-de-Luz, mentionnées au point 7 de l'annexe.
- Les estimations significatives retenues sont explicitées dans l'annexe.
- La présentation d'ensemble des comptes annuels est conforme aux règles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la CCI ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre CCI.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bayonne, le 13 Juin 2019

Le Commissaire aux Comptes

**EXCO SOROSTE
David BRETTE**

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2018

BILAN ACTIF

| ACTIF | EXERCICE CLOS LE 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|-----------------------------|----------------------|
| ACTIF BRUT | A DEDUIRE | TOTAUX |
| ACTIF IMMOBILISE | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | |
| FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | | |
| CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, MARQUES, . . | 391.447,41 | 264.903,43 |
| FONDS COMMERCIAL (1) | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 40.000,00 | 40.000,00 |
| AVANCES ET ACOMPTES | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
| TERRAINS | 1.568.885,03 | 117.450,00 |
| CONSTRUCTIONS | 11.382.753,57 | 5.872.317,11 |
| INST. TECHNIQUES, MAT. & OUT. INDUSTRIELS | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2.168.988,46 | 1.627.122,37 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 16.015,82 | |
| AVANCES ET ACOMPTES S/IMMO. EN COURS | | |
| IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 20.197.272,32 | 18.642.653,26 |
| TERRAINS | 20.670.822,96 | 4.522.182,47 |
| CONSTRUCTIONS | 52.763.789,23 | 30.935.880,20 |
| INST. TECHNIQUES, MAT & OUT. INDUSTRIELS | 34.314.053,83 | 17.341.126,80 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CONCEDEES | 917.008,18 | 781.538,17 |
| IMMOBILISATIONS CONCEDEES EN COURS | 3.313.741,59 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | |
| PARTICIPATIONS | 10.922.180,95 | 2.509.717,16 |
| CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPAT. | | |
| AUTRES TITRES IMMOBILISES | 299.204,35 | 43.864,80 |
| PRETS | 355.811,00 | |
| PRETS-AVANCES INTER-SERVICES ACCORDES | | |
| AUTRES CREANCES IMMOBILISEES | 7.942,92 | |
| TOTAL | 159.329.917,62 | 82.698.755,77 |
| ACTIF CIRCULANT | | |
| STOCKS ET EN COURS | | |
| CREANCES (3) | | |
| CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | 2.440.218,77 | 20.780,48 |
| AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION | 1.568.265,76 | 29.371,50 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | |
| ACTIONS PROPRES | | |
| AUTRES TITRES | 2.681.447,80 | |
| DISPONIBILITES | 6.907.083,00 | |
| COMPTES DE REGULARISAT. | | |
| CHARGES CONTSTATEES D'AVANCE (3) | 127.451,57 | |
| TOTAL | 13.724.466,90 | 50.151,98 |
| CHARGES A REPARTIR S/PLUSIEURS EXERCICES | | |
| PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | | |
| ECART DE CONVERSION ACTIF | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | 173.054.384,52 | 82.748.907,75 |
| (1) DONT DROIT AU BAIL | | |
| (2) DONT A MOINS D'UN AN | | |
| (3) DONT A PLUS D'UN AN | | |

BILAN PASSIF

| | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|----------------------|----------------------|
| PASSIF AVANT REPARTITION | | |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| APPORTS | 2.081.794,87 | 2.081.794,87 |
| PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT | | |
| ECARTS DE REEVALUATION | | |
| RESERVES : | | |
| RESERVE LEGALE | | |
| RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES | | |
| RESERVES REGLEMEENTEES | | |
| AUTRES RESERVES | 4.514.695,80 | 4.457.634,96 |
| REPORT A NOUVEAU | 9.188.141,58 | 9.528.596,21 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE-PERTE) | 95.748,25 | 283.393,79 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 10.977.911,27 | 10.734.286,32 |
| PROVISIONS REGLEMEENTEES | | |
| TOTAL | 26.666.795,27 | 26.518.918,57 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| DROITS DU CONCEDANT | 39.424.641,63 | 40.655.980,79 |
| TOTAL | 39.424.641,63 | 40.655.980,79 |
| PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES | 95.500,00 | 505.730,00 |
| PROVISIONS POUR CHARGES | 3.506.473,99 | 2.980.617,99 |
| TOTAL | 3.601.973,99 | 3.486.347,99 |
| DETTES (1) | | |
| EMPRUNTS OBLIGAIRES CONVERTIBLES | | |
| EMPRUNTS OBLIGAIRES | | |
| EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETS CREDIT (2) | 17.760.082,01 | 16.794.780,09 |
| EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIVERS | 213,76 | 213,76 |
| PRETS ET AVANCES INTER-SERVICES RECUS | | |
| AVANCES & ACOMPTES RECUS S/COMMANDES | | |
| DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES | 862.135,49 | 841.298,33 |
| DETTES FISCALES & SOCIALES | 551.023,57 | 555.000,76 |
| DETTES S/ IMMOBILISAT. & CPTES RATTACHES | 250.300,29 | 277.546,09 |
| AUTRES DETTES | 422.120,01 | 579.431,67 |
| COMPTES DE REGULARISATION (1) | | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 766.190,75 | 772.591,71 |
| TOTAL | 20.612.065,88 | 19.820.862,41 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF | | |
| TOTAL DU PASSIF | 90.305.476,77 | 90.482.109,76 |
| (1) DONT A PLUS D'UN AN | | |
| DONT A MOINS D'UN AN | | |
| (2) DONT CONCOURS BANCAIRES COURANTS | | |

COMPTES DE RESULTAT

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|----------|-----------------|-----------------|
| ***** | | | |
| * PRODUITS D'EXPLOITATION (1) : | * | * | * |
| *-----* | * | * | * |
| * VENTES DE MARCHANDISES | * | 28.276,44 * | 20.504,00 * |
| * VENTES D'IMPRIMES | * | 24.890,95 * | 13.815,65 * |
| * VENTES DE LISTES | * | 3.385,49 * | 6.688,35 * |
| *-----* | * | * | * |
| * PRODUCTION VENDUE | * | 11.517.048,86 * | 11.087.988,85 * |
| *-----* | * | * | * |
| * ETUDES | * | 72.386,67 * | 38.346,25 * |
| * DROITS DE PORT | * | 4.177.810,00 * | 3.999.131,00 * |
| * TONNAGE GARANTI | * | 124.750,46 * | 182.930,68 * |
| * REDEVANCES D'EQUIPEMENT | * | 197.776,38 * | 253.287,25 * |
| * REMORQUAGE | * | 423.736,04 * | 340.870,96 * |
| * USAGE D'INSTALLATIONS & MATERIEL DE PORT | * | 1.087.575,33 * | 1.120.627,38 * |
| * FORMATION | * | 24.151,46 * | 23.633,17 * |
| * TERRAINS | * | 692.416,88 * | 668.802,97 * |
| * HANGARS | * | 595.137,06 * | 547.497,30 * |
| * EAU | * | 32.816,82 * | 38.151,02 * |
| * ENERGIE ELECTRIQUE | * | 1.529,26 * | 1.525,74 * |
| * DROITS D'INSCRIPTION | * | 3.075,00 * | 3.981,09 * |
| * DROITS DE SCOLARITE | * | 1.065.673,42 * | 1.002.423,71 * |
| * DROITS COURS DE LANGUES | * | 464.030,90 * | 375.396,62 * |
| * DROITS DE PARTICIPAT° AUX STAGES | * | 793.284,66 * | 766.157,06 * |
| * FRAIS DE DOSSIERS | * | * | 60,00 * |
| * LOCATION APPARTEMENTS ET DIVERS | * | 1.849,56 * | 1.849,56 * |
| * LOCATIONS IMMOBILIERES | * | 491.127,52 * | 492.813,43 * |
| * LOCATION SALLES | * | 32.463,60 * | 31.531,25 * |
| * LOCATION GARAGES | * | 5.315,68 * | 5.298,90 * |
| * USAGE D'INSTALLATION ET MATERIEL DIVERS | * | 151,50 * | 63,00 * |
| * AUTRES SERVICES | * | 448.660,25 * | 436.948,34 * |
| * CHARGES LOCATIVES | * | 112.918,30 * | 113.814,02 * |
| * REMBOURSEMENT PHOTOCOPIES | * | * | 2,72 * |
| * REMBOURSEMENT DOCUMENTATION | * | * | 29,17 * |
| * REMBT DE FRAIS DE DEPLACEMENTS | * | 1.425,39 * | 2.090,53 * |
| * REMBT D'AFFRANCHISSEMENTS | * | 2.177,01 * | 1.273,11 * |
| * REMBOURSEMENT ASTREINTE & MAIN D'OEUVRE | * | 2.440,00 * | 3.400,00 * |
| * REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ADMINISTRATION GENERALE | * | 375,11 * | 502,01 * |
| * REMBOURSEMENT DIVERS | * | 56.391,82 * | 92.178,53 * |
| * VISAS IMPORT-EXPORT | * | 53.929,00 * | 41.788,57 * |
| * C.F.E. - REDEVANCES CARTES | * | 45.620,00 * | 37.170,00 * |
| * C.F.E. - FORMULE "SERVICE +" | * | 83.530,00 * | 84.965,00 * |
| * C.F.E. - CHAMBERSIGN | * | 17.157,30 * | 12.018,60 * |
| * BANQUE DE DONNEES | * | * | 50,29 * |
| * FORMALITES APPRENTISSAGE | * | 14.280,00 * | 12.390,00 * |
| * SALONS - FOIRES - EXPOSITIONS | * | 49.543,61 * | 43.436,34 * |
| * PRODUITS & SERVICES DIVERS | * | 341.542,87 * | 311.553,28 * |
| *-----* | * | * | * |
| * REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, ... | * | * | * |
| *-----* | * | * | * |
| * MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES | * | 11.545.325,30 * | 11.108.492,85 * |
| *-----* | * | * | * |
| * PRODUCTION STOCKEE | * | * | * |
| *-----* | * | * | * |
| * PRODUCTION IMMOBILISEE | * | * | * |
| *-----* | * | * | * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | * | 4.086.596,94 * | 4.391.527,15 * |
| * TAXE ADDITIONNELLE COTISATION FONCIERE DES ENTREPR | * | 2.994.791,49 * | 3.526.976,00 * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ETAT | * | 18.100,00 * | 6.000,00 * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION REGIONS | * | 158.786,95 * | 62.405,50 * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION DEPARTEMENTS | * | 9.454,81 * | 28.462,86 * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION COMMUNES | * | 8.772,81 * | 10.000,00 * |

COMPTÉ DE RESULTAT

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|------------|---------------|---------------|
| * SUB. EXPLOITATION C.A.P.B. | 81.031,26 | * | 53.427,31 |
| * CONTRIBUTIONS RECUES DE LA CCIR | 65.400,00 | * | * |
| * SUBVENTIONS D'EXPLOITATION CEE | 308.423,23 | * | 280.072,99 |
| * TAXE APPRENTISSAGE | 325.611,33 | * | 328.965,09 |
| * AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION | 116.225,06 | * | 95.217,40 |
| * REPRISES S/PROVISIONS, TRANSFERTS CHARGES | | 1.098.097,00 | 1.829.218,58 |
| * REPRISES PROVISIONS P/ RISQUES & CHARGES D'EXPLOIT | 178.989,00 | * | 959.395,00 |
| * REPRISES P.P.D. CREANCES | 11.292,57 | * | 12.356,85 |
| * REPRISES S/PROVISIONS P/GROSSES REPARATIONS | 425.000,00 | * | 33.000,00 |
| * CHARGES IMPUTABLES A DES TIERS : ASSURANCES ET DIV | 25.222,40 | * | 35.251,28 |
| * CHARGES IMPUTABLES A DES TIERS : CHARGES DE PERSON | 208.002,99 | * | 284.679,67 |
| * CHARGES IMPUTABLES A DES TIERS : DIVERS CNASEA / F | 249.590,04 | * | 504.535,78 |
| * AUTRES PRODUITS | | 243.107,50 | 244.224,01 |
| * REDEVANCES SOUS-TRAITES : AUTRES CHARGES | 112.102,23 | * | 119.431,11 |
| * REMBT IMPOT FONCIER | 117.531,91 | * | 121.145,49 |
| * COTISATIONS CLUSTERS | 9.550,00 | * | * |
| * COTISATIONS MEMBRES CIP MANDAT A CCI BPB SG | 1.050,00 | * | 750,00 |
| * AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 2.873,36 | * | 2.897,41 |
| * TOTAL | | 16.973.126,74 | 17.573.462,59 |
| * CHARGES D'EXPLOITATION (2) : | | | |
| * ACHATS STOCKES DE MARCHANDISES | | | |
| * VARIATION DE STOCK | | | |
| * ACHATS NON STOCKES MATIERES, FOURNITURES | | 796.555,05 | 834.426,45 |
| * MISE A JOUR DE LOGICIELS | 7.597,38 | * | 9.574,39 |
| * EAU | 31.610,54 | * | 45.414,91 |
| * ELECTRICITE | 219.442,02 | * | 284.170,64 |
| * GAZ DE CHAUFFAGE | 56.776,48 | * | 48.572,72 |
| * AIR COMPRIME, OXYGENE, ACETYLENE PRODUITS CHIMIQUE | 1.534,29 | * | 475,40 |
| * PRODUITS D'ENTRETIEN & NETTOYAGE | 10.502,65 | * | 10.860,76 |
| * PETIT MATERIEL-OUTILLAGE | 72.338,60 | * | 71.385,58 |
| * FOURNITURES DE BUREAU | 20.732,55 | * | 20.172,31 |
| * IMPRIMES DIVERS | 13.393,80 | * | 9.156,33 |
| * FOURNITURES DE MATERIEL INFORMATIQUE | 5.630,67 | * | 4.485,57 |
| * FOURNITURES SCOLAIRES ET DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE | 6.144,70 | * | 5.481,03 |
| * HABILLEMENT & VETEMENT TRAVAIL | 10.218,64 | * | 9.899,42 |
| * COMBUST, CARBURANT, LUBRIFIANT | 340.632,73 | * | 314.777,39 |
| * VARIATION DE STOCK | | | |
| * AUTRES ACHATS & CHARGES EXTERNES | | 9.741.094,60 | 9.472.168,62 |
| * SOUS TRAITANCE GENERALE | | | 360,00 |
| * CREDIT-BAIL MATERIEL INFORMATIQUE | 182.037,44 | * | 223.615,56 |
| * LOCATIONS IMMOBILIERES | 202.371,62 | * | 202.284,44 |
| * LOCATIONS MATERIELS | 41.222,81 | * | 26.906,19 |
| * LOCATIONS MATERIEL INFORMATIQUE | 948,20 | * | * |
| * LOCATIONS VEHICULES | 35.508,61 | * | 34.473,94 |
| * ENTRETIEN & REPARATIONS S/BIENS IMMOBILIERS | 487.430,89 | * | 476.124,08 |
| * ENTRETIEN & REPARATIONS S/BIENS MOBILIERS | 810.230,64 | * | 376.326,70 |
| * ENTRETIEN & REPARATIONS S/ MATERIEL INFORMATIQUE | 5.754,95 | * | 3.628,70 |
| * MAINTENANCE | 83.388,57 | * | 98.087,26 |

COMPT E D E R E S U L T A T

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|--------------|---------------|--------------|
| MAINTENANCE S/MATERIEL INFORMATIQUE | 104.666,98 | * | 91.661,50 |
| PRIMES D'ASSURANCES | 332.663,59 | * | 325.229,67 |
| ASSURANCE DOMMAGE CONSTRUCTION | 2.018,29 | * | 6.551,36 |
| ETUDES ET RECHERCHES | 24.762,19 | * | 105.515,00 |
| ABONNEMENT DOCUMENTATION | 29.358,20 | * | 30.210,51 |
| OUVRAGES DOCUMENTATION | 614,01 | * | 1.026,53 |
| FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES, CONFERENCES | 3.062,00 | * | 12.145,52 |
| BANQUES DE DONNEES / AUTRES | 12.564,93 | * | 10.856,33 |
| PERSONNEL INTERIMAIRE | 145.998,42 | * | 59.552,07 |
| PERS. DETACHE PERMANENTS | 4.762.158,36 | * | 4.811.051,95 |
| PERS. DETACHE VACATAIRES | 326.137,86 | * | 321.285,37 |
| PERS.DET.CHARGES SOCIALES CP&CET | 1.541,12 | * | 26.714,10 |
| HONORAIRES | 292.331,29 | * | 271.530,96 |
| HONORAIRES DE FORMATION | 262.943,30 | * | 325.544,19 |
| FRAIS ACTES & CONTENTIEUX | 32.558,91 | * | 12.452,92 |
| CONTROLE APAVE & DEKRA | 19.203,00 | * | 15.416,79 |
| ANNONCES ET INSERTIONS | 181.978,38 | * | 184.561,71 |
| FOIRES ET EXPOSITIONS | 39.289,09 | * | 29.344,38 |
| CATALOGUES ET IMPRIMES | 28.816,21 | * | 27.166,84 |
| PUBLICATIONS | 9.630,80 | * | 10.056,00 |
| AUTRES ACTIONS PUBLICITAIRES | 5.456,29 | * | 21.170,66 |
| POURBOIRES, DONS, CADEAUX | 12.003,27 | * | 10.784,41 |
| FRAIS DE TRANSPORT MATERIEL | 3.513,25 | * | 3.631,21 |
| VOYAGES ET DEPLACEMENTS PERSONNEL PERMANENT | 81.508,34 | * | 81.723,90 |
| VOYAGES ET DEPLACTS INTERVENANTS & ENSEIGNANTS | 18.752,18 | * | 10.530,72 |
| VOYAGES & DEPLACEMENTS ETUDIANTS | 3.071,95 | * | 1.006,00 |
| DEPLACTS INTERV. REFACTURES | 670,00 | * | 2.100,00 |
| VOYAGES ET DEPLACTS IMPUTABLES S/FPC PERSONNEL PER | 4.882,74 | * | 4.362,70 |
| VOYAGES ET DEPLACEMENTS ELUS | 22.877,83 | * | 31.170,22 |
| VOYAGES ET DEPLACEMENTS AUTRES | 10.233,49 | * | 15.116,26 |
| RECEPTIONS | 93.489,60 | * | 102.808,39 |
| AFFRANCHISSEMENTS | 48.713,07 | * | 58.207,75 |
| BOITES POSTALES | 342,12 | * | * |
| TELEPHONE | 45.117,70 | * | 65.068,03 |
| TELEPHONE LIAISON ORDINATEUR | * | * | 6.028,13 |
| TELECOPIE / FAX | 1.244,94 | * | 1.311,35 |
| TELECOMMUNICATION / INTERNET | 100.086,69 | * | 99.136,99 |
| FRAIS BANCAIRES | 10.803,85 | * | 4.036,03 |
| COTISATIONS DIVERSES | 104.385,46 | * | 101.541,95 |
| FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL | 18.195,90 | * | 16.938,90 |
| SOUS-TRAITANCE : NETTOYAGE DES LOCAUX | 93.924,54 | * | 94.857,40 |
| SOUS-TRAITANCE : GARDIENNAGE, SURVEILLANCE | 11.300,21 | * | 9.718,35 |
| F.P.C. (HORS PROGRAMME) | 2.314,00 | * | * |
| FPC (PROGRAMME) | 63.706,21 | * | 69.612,41 |
| SECURITE GENERALE | 4.204,20 | * | 4.348,80 |
| REDEVANCES FERROVIAIRES | 1.443,16 | * | 44.962,06 |
| FRAIS PERCEPTION DOUANES | 39.374,00 | * | 38.265,00 |
| P.S. DIVERSES EXTERIEURES | 485.076,09 | * | 508.111,97 |
| R.R.R. OBTENUS / SERVICES EXTER. | 3.704,90 | * | 633,34 |
| IMPOTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILES | | 398.451,97 | 377.035,15 |
| TAXE S/ LES SALAIRES - PERSONNEL PERMANENT | 3.800,00 | * | 3.812,00 |
| TAXE APPRENTISSAGE | 15.403,18 | * | * |
| VERSEMENT AUX TRANSPORTS URBAINS | 30.956,28 | * | 28.690,28 |
| PARTICIPATION F.P.C. (DIVERS) | 5.359,05 | * | 7.634,32 |
| PARTICIPAT° EFFORT DE CONSTRUCT° PERSONNEL PERMANE | 10.382,35 | * | 9.814,11 |
| AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 1.429,21 | * | 1.278,12 |
| CHARGES FISCALES S/CONGES PAYES CHARGES FISCALES S | 1.061,81 | * | 442,59 |
| CET - CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE | 86,00 | * | 437,00 |
| TAXE FONCIERE | 305.461,00 | * | 304.879,00 |

COMPTES DE RESULTAT

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|---------------------|---------------|---------------------|
| TAXE D'HABITATION | 12.238,00 | * | 11.063,00 |
| TAXE SUR VEHICULES DES SOCIETES | 840,00 | * | * |
| TIMBRES FISCAUX | * | * | 225,00 |
| AUTRES DROITS | 3.498,76 | * | 438,00 |
| REDEVANCE T. V. | 139,00 | * | 138,00 |
| CONTRIBUTION FIPHP (INSERTION HANDICAPES) | 7.678,93 | * | 7.690,21 |
| TAXES DIVERSES (MINES, RED.RADIOELECTRIQUES...) | 290,40 | * | 493,52 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 2.411.852,05 | * | 2.252.891,67 |
| SALAIRES - PERSONNEL PERMANENT | 2.271.659,32 | * | 2.152.956,36 |
| PROVISION CONGES PAYES NON PRIS | 8.908,64 | * | 17.465,27 |
| PRIME DE PANIER NON IMPOSABLE | 2.856,00 | * | 3.003,90 |
| NOURRITURE DÉDUCTIBLE PB | 48.103,06 | * | 48.008,52 |
| ALLOCATION FIN CARRIERE | 39.890,15 | * | 26.372,62 |
| PRIME DE TRANSPORT NON IMPOSABLE | 1.744,00 | * | 1.620,00 |
| INDEMNITE DE LICENCIEMENT | 56.194,92 | * | 3.465,00 |
| REMBT DEPENSES TELEPHONE | 313,24 | * | * |
| CHARGES SOCIALES | 1.200.017,20 | * | 1.174.438,78 |
| COTISATIONS URSSAF - PERSONNEL PERMANENT | 500.319,79 | * | 471.826,74 |
| COTISATIONS URSSAF ENSEIGNANTS PERMANENTS/ETUDIANT | * | * | 516,00 |
| COTISATIONS ENIM (PB) | 177.322,05 | * | 175.247,22 |
| COTISATIONS CMAF (PB) | 51.474,83 | * | 50.992,79 |
| COTISATIONS STE MUTUALISTE | 57.047,00 | * | 50.100,35 |
| HUMANIS RETRAITE CADRES | 25.112,36 | * | 24.037,83 |
| HUMANIS RETRAITE PORT NON CADRES | 59.291,81 | * | 54.741,89 |
| ARIAL RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE | 69.353,50 | * | 61.226,86 |
| HUMANIS AGIRC | 39.789,63 | * | 35.410,95 |
| COTISATIONS AG2R PÉNIBILITÉ SPÉCIFIQUE MÉTIERS POR | 63.535,72 | * | 89.629,15 |
| COTISATIONS CMAC - PERSONNEL PERMANENT | 59.387,60 | * | 65.761,24 |
| COTISATIONS PREVOYANCE (MALAKOFF ET AXA) | 15.315,07 | * | 19.418,30 |
| COTISATIONS PREVOYANCE (HUMANIS) (MARINS PB) | 10.196,44 | * | 10.116,95 |
| COTISATIONS AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | 1.697,87 | * | 728,68 |
| SERVICE SOCIAL MARITIME (PB) | 1.233,20 | * | 1.217,13 |
| COTISATIONS C.O.S. | 24.753,48 | * | 23.191,00 |
| AUTRES OEUVRES SOCIALES (DONT MÉDAILLES TRAVAIL) | 20.742,20 | * | 3.617,83 |
| INDEMNITES STAGIAIRES | 450,00 | * | 600,00 |
| MEDECINE DU TRAVAIL | 13.011,92 | * | 12.974,62 |
| CHARGES SOCIALES S/CONGES PAYES CHARGES SOCIALES S | 8.861,77 | * | 6.537,61 |
| TITRES DE RESTAURANT | 18.844,50 | * | 18.003,00 |
| DOTATIONS AUX AMORT. & AUX PROVISIONS | 3.085.805,63 | * | 2.992.578,36 |
| SUR IMMO. : DOTAT. AUX AMORTISSEMENTS | 1.485.833,62 | * | 1.387.449,46 |
| DOT.AMORT.AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | * | * | 6.666,67 |
| DOT.AMORT.LOGICIELS | 41.246,90 | * | 37.740,98 |
| DOT.AMORT.AGENCT AMENAGT TERRAIN | 9.176,44 | * | 9.176,44 |
| DOT.AMORT.CONSTRUCT°ADMINISTRAT. ENS.IMMOB.ADMINIS | 283.611,70 | * | 283.611,75 |
| DOT.AMORT.CONSTRUCT°-INSTALLAT° GENERALES-AGENCEM | 34.491,57 | * | 39.607,08 |
| DOT.AMORT.INSTALLAT°GENERALES AGENCEMENTS - AMENAG | 33.263,73 | * | 38.846,91 |
| DOT.AMORT.MATERIEL DE BUREAU | 5.024,48 | * | 4.756,54 |
| DOT.AMORT.MATERIEL INFORMATIQUE | 67.135,82 | * | 36.749,55 |
| DOT.AMORT.MOBILIER | 13.726,24 | * | 19.687,63 |
| DOT.AMORT.MATERIEL DE PROTECTION D'HYGIENE & SECUR | 627,34 | * | 905,90 |
| DOT.AMORT.AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3.313,19 | * | 8.560,59 |
| DOT.AMORT.DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS | 1.108.354,60 | * | 1.118.818,86 |

COMPTES DE RESULTAT

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|------------|----------------------|----------------------|
| SUR IMMO. : DOTATIONS AUX PROVISIONS | * | * | * |
| SUR ACTIF CIRCULANT: DOT.AUX PROVIS. | * | 22.879,50 | 30.023,71 |
| DOT.P.P.D. CREANCES | 8.508,00 | * | 15.023,71 |
| DOT.P.P.D. AUTRES CREANCES | 14.371,50 | * | 15.000,00 |
| POUR RISQUES & CHARGES: DOT.AUX PROV. | * | 442.935,00 | 549.619,00 |
| DOT.PROV.POUR RISQUES & CHARGES D'EXPLOITATION | 170.268,00 | * | 214.619,00 |
| DOT.PROV. GROSSES REPARATIONS | 272.667,00 | * | 335.000,00 |
| AUTRES CHARGES | * | 488.092,10 | 468.170,44 |
| REDEVANCES BREVETS, MARQUES, LICENCES | 21.987,58 | * | 10.941,63 |
| DROITS D'AUTEUR ET REPRODUCTION | 1.811,35 | * | 2.828,73 |
| REDEVANCES P/CONCESSIONS | 19.003,87 | * | 19.790,57 |
| PERTES S/CREANCES IRRECOUVRABLES DE L'EXERCICE | 88,33 | * | 613,78 |
| PERTES S/CREANCES IRRECOUVRABLES DES EXERCICES ANT | 2.055,49 | * | 14.807,16 |
| FONDS DE CONCOURS | 4.500,00 | * | 4.500,00 |
| AUTRES CONTRIBUTIONS | 407.854,53 | * | 391.835,68 |
| AUTRES FRAIS DE GESTION COURANTE | 30.790,95 | * | 22.852,89 |
| TOTAL | * | 18.587.683,10 | 18.151.352,18 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | * | 1.614.556,36 | 577.889,59 |
| PRODUITS FINANCIERS : | * | * | * |
| DE PARTICIPATIONS (3) | * | * | * |
| D'AUTRES VAL.MOBIL.& CREANCES IMMOBIL. | * | 247,44 | 1.267,41 |
| REVENUS DES TITRES IMMOBILISES | 247,44 | * | 514,81 |
| REVENUS DES PRETS | * | * | 752,60 |
| AUTRES INTERETS & PRODUITS ASSIMILES | * | 77.048,55 | 97.266,42 |
| REVENUS DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (OBLIG | 10.303,75 | * | * |
| AUTRES PRODUITS FINANCIERS | 66.744,80 | * | 97.266,42 |
| REPRISES S/PROVISIONS & TRANSF.DE CHARGE | * | 169.784,26 | 47.353,57 |
| REPRISES P.P.D. IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 169.784,26 | * | 47.353,57 |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE | * | 26,10 | * |
| GAINS DE CHANGE | 26,10 | * | * |
| PRODUITS NETS S/CESSIONS DE VAL.MOB.PLAC | * | * | * |
| TOTAL | * | 247.106,35 | 145.887,40 |
| CHARGES FINANCIERES : | * | * | * |
| DOTATIONS AUX AMORT. & AUX PROVISIONS | * | 77.363,27 | 43.142,02 |
| DOT.P.P.D. IMMOBILIS.FINANCIERES | 77.363,27 | * | 43.142,02 |
| INTERETS & CHARGES ASSIMILEES (4) | * | 495.341,29 | 539.058,12 |
| INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 495.016,78 | * | 538.185,99 |
| INTERETS DES EMPRUNTS ETUDIANTS ESTIA | 324,51 | * | 796,32 |
| PERTES DE CHANGE | * | * | 75,81 |

COMPT E D E R E S U L T A T

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|---|----------|------------------|------------------|
| * DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGES | * | * | * |
| * CHARGES NETTES S/CESSIONS DE VAL.MOB.PL. TOTAL | * | * 572.704,56 * | * 582.200,14 * |
| * RESULTAT FINANCIER | * | * 325.598,21 * | * 436.312,74 * |
| * RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | * | * 1.940.154,57 * | * 1.014.202,33 * |

COMPTES DE RESULTAT (SUITE)

| | EXERCICE | AU 31/12/2018 | EXERCICE N-1 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 1.940.154,57 | * | 1.014.202,33 |
| * PRODUITS EXCEPTIONNELS : | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 1.681.047,43 | * | 317.550,18 |
| RENTRES SUR CREANCES AMORTIES | 2.011,44 | * | * |
| AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS S/ OPERATIONS DE GES | 1.679.035,99 | * | 317.550,18 |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 912.565,72 | * | 1.134.071,84 |
| PRODUITS DES CESSIONS DES IMMO. CORPORELLES | 416,67 | * | * |
| PRODUITS DES CESSIONS DES IMMO. FINANCIERES | * | * | 186.473,00 |
| QUOTE-PART SUBVENTIONS D'EQUIPT VIREE AU RESULTAT | 912.093,05 | * | 946.628,84 |
| AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS OPERATIONS EN CAPITA | 56,00 | * | 970,00 |
| REPRISES S/PROVISIONS & TRANSF.DE CHARGE | 440.230,00 | * | 440.230,00 |
| REP. PROV. RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS | 440.230,00 | * | * |
| TOTAL | 3.033.843,15 | * | 1.451.622,02 |
| * CHARGES EXCEPTIONNELLES : | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 432.761,22 | * | 375.403,32 |
| AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES S/ OPERATIONS DE GE | 432.761,22 | * | 375.403,32 |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 39.765,61 | * | 145.410,16 |
| VALEURS COMPTABLES IMMOBILISAT° INCORPORELLES CEDE | * | * | 9.010,00 |
| VALEURS COMPTABLES IMMOBILISAT° CORPORELLES CEDEES | 39.080,61 | * | 101.095,91 |
| VALEURS COMPTABLES IMMOBILISAT° FINANCIERES CEDEES | 685,00 | * | 35.304,25 |
| DOTATIONS AUX AMORT. & AUX PROVISIONS | 716.910,00 | * | 200.000,00 |
| DOT. PROV. RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS | 716.910,00 | * | 200.000,00 |
| TOTAL | 1.189.436,83 | * | 720.813,48 |
| *RESULTAT EXCEPTIONNEL | 1.844.406,32 | * | 730.808,54 |
| PARTICIPATION DES SALARIES | * | * | * |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | * | * | * |
| TOTAL DES PRODUITS | 20.254.076,24 | * | 19.170.972,01 |
| TOTAL DES CHARGES | 20.349.824,49 | * | 19.454.365,80 |
| BENEFICE OU PERTE | 95.748,25 | * | 283.393,79 |
| * Y COMPRIS : | | | |
| - REDEVANCES DE CREDIT-BAIL MOBILIER | * | * | * |
| - REDEVANCES DE CREDIT-BAIL IMMOBILIER | * | * | * |
| (1) DT PRODUITS AFFERENTS A DES EX.ANT. | * | * | * |
| (2) DT CHARGES AFFERENTES A DES EX. ANT. | * | * | * |
| (3) DT PRODUITS CONCERNANT LES STE LIEES | * | * | * |
| (4) DT INTERETS CONCERNANT LES STE LIEES | * | * | * |

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2018

SOMMAIRE

- 1. Faits caractéristiques de l'exercice**
- 2. Règles et méthodes comptables**
- 3. Principales méthodes utilisées**
 - 3.1. Actif immobilisé**
 - 3.2. Créances**
 - 3.3. Provisions**
 - 3.4. Engagements sociaux**
 - 3.5. Transfert du personnel à la CCIR au 1^{er} janvier 2013**
- 4. Spécificités du service général**
- 5. Spécificités du service formation**
- 6. Spécificités du service port de commerce de Bayonne**
- 7. Spécificités du service port de pêche de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure**
- 8. Spécificités du service divers**
- 9. Autres informations**
 - 9.1. Produits et charges imputables à un autre exercice – Annexe 5**
 - 9.2. Charges à payer et produits à recevoir – Annexe 6**
 - 9.3. Engagements financiers – Annexe 7**
 - 9.4. Engagements de crédit-bail – Annexe 8**
 - 9.5. Tableau des mouvements des capitaux propres – Annexe 9**
 - 9.6. Tableau des effectifs – Annexe 10**

1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2018 a été marqué par les points suivants :

✓ La baisse de la ressource fiscale

Dans la continuité de la baisse drastique de la ressource fiscale instaurée par l'Etat, la CCI BPB connaît une diminution de -532 K€ de sa ressource fiscale par rapport à 2017, la portant à 2 994 791 euros en 2018.

✓ De belles performances pour le Service Général

Avec la continuité du CA engendré par les fonctions supports et fort des efforts des équipes du département du développement économique, le CA facturable augmente de + 53 K€ et le CA programmes de + 230 K€. Malheureusement cette croissance, déjà importante en 2018, n'est pas suffisante pour contre balancer la diminution des produits suite à la baisse de la ressource fiscale.

✓ Les provisions exceptionnelles de l'assurance chômage

Suite au dépôt de bilan de la caisse mutualisée d'assurance chômage des CCI (CMAC) en date du 31 décembre 2018, chaque CCI se retrouve auto-assureur pour ses anciens salariés bénéficiaires (et futurs ex-salariés si le cas se présente) à compter du 01/01/2019 et doit provisionner en conséquence les indemnités chômages à verser, soit des provisions exceptionnelles pour la CCI BPB d'un montant total de 609 K€ en 2018.

✓ Les décalages des investissements

Les décalages entre 2018 et 2019 des travaux de mise en conformité et d'accessibilité à l'hôtel consulaire ; de la mise en service des deux nouvelles grues (investissements de 9 M€) au port de Bayonne ; et du remplacement des pontons (investissement de 1,1 M€) au port de St Jean-de-Luz / Ciboure, participent à l'amélioration de la variation du fonds de roulement entre 2017 et 2018.

✓ De belles performances pour la Formation

L'année 2018 est la meilleure année aussi bien pour la formation continue que pour la formation initiale (Kedge). En effet, le CA 2018 s'est amélioré de + 180 K€ par rapport à 2017 avec de meilleures ventes des formations diplômantes (+ 30 K€) ; des formations en langues (+ 89 K€) et droits d'inscription à Kedge (+ 61 K€).

✓ La subvention suite à l'avenant n°6 du contrat de DSP pour le Port de Bayonne

Le résultat exceptionnel est marqué en 2018 par le versement de la subvention du Conseil Régional pour une prise en charge d'une partie des coûts de dragage pour 1 670 K€, suite à la mise en œuvre de l'avenant n°6 du contrat de DSP pour le port de Bayonne.

2. Règles et méthodes comptables :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, avec mention des règles comptables applicables aux concessions (Cf. Point 6) ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

3.1. Actif immobilisé :

L'évaluation des immobilisations a été effectuée au coût historique.

Les immobilisations entièrement amorties mais faisant partie de l'inventaire sont maintenues pour mémoire uniquement, et ont une valeur zéro.

Conformément aux règles comptables sur les actifs, les amortissements et les dépréciations issues notamment des règlements CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06, les options retenues sont les suivantes :

- Les frais d'acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles tels que les droits de mutation, commissions et frais d'actes sont exclus du coût d'acquisition des immobilisations et comptabilisés en charges ;
- L'approche par composants, pour les immobilisations, a été mise en œuvre ;
- Des seuils de significativité ont été fixés. Ces seuils sont basés sur les 3 critères suivants :
 - La valeur absolue du composant
 - La valeur relative du composant par rapport à la valeur globale du bien acquis
 - L'écart de la durée d'amortissement du composant par rapport à la durée d'amortissement du bien acquis
- Les coûts d'emprunts ne sont pas activés ;
- Les frais de recherche et développement : non applicable à la CCIT ;
- L'application aux concessions : suite à une démarche initiée par la CCIT de Bayonne Pays Basque et son commissaire aux comptes, le Président du Conseil National de la Comptabilité a précisé, dans un courrier adressé le 4 janvier 2006 au Président de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes, sa position pour les concessions de service public. Compte tenu de ce courrier, la CCI de Bayonne a considéré que les immobilisations étaient hors champ d'application de ces nouvelles normes, et donc pas décomposées. Cette position est confirmée par le RF comptable N°367 de décembre 2009 « L'avis 2002-07 exclut de son champ les amortissements spécifiques des entreprises concessionnaires. L'avis 2002-12 ne modifie pas les exclusions. »

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement figurent dans l'annexe comptable n°1.

Les mouvements de l'actif immobilisé figurent en annexe comptable n°2.

L'état des filiales et participations figure en annexe comptable n°3.

3.2. Créances :

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale de remplacement (coût historique). Par prudence, des provisions pour dépréciation ont été constituées sur les créances pour lesquelles les possibilités de recouvrement étaient incertaines.

L'état des échéances des créances et des dettes figure en annexe comptable n°4.

3.3. Provisions :

Les différentes provisions pour risques et charges d'exploitation, réunissant les conditions exigées par le règlement 2000-06 du Comité de la réglementation comptable sur les passifs, ont été évaluées en fonction de leurs spécificités avec le concours des responsables opérationnels concernés.

Les provisions sont constituées T.T.C. (sauf aux Ports et sur le service « Divers » où la T.V.A. est récupérée).

Au Service général, une provision a été constituée pour les titres qui figurent au bilan la valeur est déterminée à partir de l'actif net.

L'état des provisions figure en annexe comptable n°2.

En ce qui concerne les provisions pour risques et charges les mouvements de l'exercice 2018 ont été les suivants :

Les principales dotations aux provisions sont :

- Pour l'ensemble des services :
 - Des provisions pour un total de 23 K€ couvrant les risques de non-recouvrement de créances ;
 - Des provisions pour un total de 36 K€ au titre des passifs sociaux ;
 - Des provisions CMAC pour un total de 609 K€ ;
 - Une provision de 77 K€ pour dépréciation des titres de participation détenus dans nos filiales et SCI ;
- Au Service Général :
 - Une provision de 42 K€ pour autres risques sociaux ;
- Au Service Ports :
 - Un complément de provision de 134 K€ pour l'actualisation des passifs sociaux liés à la convention portuaire sur la pénibilité ;
 - Une provision de 273 K€ pour grosses réparations correspondant au lissage des obligations d'entretien à venir de l'appontement du remorqueur pour 10 K€ et une provision pour incidents sur la nouvelle drague de 63 K€, ainsi qu'une provision de 200K€ appelée « cale sèche » afin de prévoir un arrêt de la drague pour entretien périodique.
 - Une provision pour démolition du Hangar E pour 66 K€.

Les principales reprises de provisions sont :

- Pour l'ensemble des services :
 - Des reprises de provisions pour un total de 92 K€ sur les passifs sociaux correspondant aux départs d'agents en fin de carrière ou ayant cessé leur relation de travail à la CCI ;
 - Des reprises de provisions pour dépréciation de créances pour un total de 11 K€ suite à des abandons de créances ou des encaissements ;

- Au Service Général :
 - Une reprise de provision pour 170 K€ pour réajuster les dépréciations antérieures des titres de participation détenus dans nos filiales et SCI ;
 - Une reprise de provision pour 440 K€ sur les litiges sociaux clôturés.
- Au Service Ports :
 - Un complément de reprise de provision de 87 K€ pour la reprise des passifs sociaux liés à la convention portuaire sur la pénibilité ;
 - La reprise de provision pour grosses réparation de 425 K€ à hauteur des dépenses engagées ;

3.4. Engagements sociaux :

- Conformément à la recommandation 03-R-01 du CNC, relative aux engagements de retraite et avantages similaires, l'évaluation de ces engagements a été réalisée par un organisme tiers spécialisé, et ce, selon la méthode actuarielle prévue par les textes.
- Au 31/12/2018, les engagements suivants sont comptabilisés au passif du bilan :

Au titre des services non portuaires :

- Les allocations de fin de carrière : 487 K€ déterminées en fonction de l'ancienneté et des droits acquis ;
- Allocation d'ancienneté : 69 K€ attribuée sous forme de points lorsque l'ancienneté requise est acquise ;

Au titre des concessions portuaires :

- Les allocations ancienneté et indemnités de fin de carrière : 317 K€
- Les médailles du travail : 75 K€ ;
- Les surcoûts induits par la nouvelle convention portuaire permettant les départs anticipés dans le cadre de l'accord pénibilité national concernant le personnel grutier du port de Bayonne : 1072 K€

3.5. Transfert du personnel à la CCIR depuis le 1^{er} janvier 2013 :

Depuis le 1^{er} janvier 2013, conformément à la Loi de juillet 2010 portant réforme des CCI, l'ensemble du personnel (à l'exception du personnel des ports) a été transféré à la CCIR Aquitaine qui en est devenue l'employeur. Ce personnel a été de droit remis à la disposition de la CCIBPB le même jour.

Les conséquences comptables de ce transfert sont les suivantes :

- Les salaires et traitements, les charges sociales et les charges fiscales des personnels des services non portuaires (permanents ou vacataires) sont comptabilisées depuis 2013 dans des comptes de classe 62 dénommés « Personnel détaché permanent » ou « Personnel détaché vacataire » et figurent donc au compte de résultat 2018 en « Autres achats et charges externes » pour un montant total de 5.087 K€.
- Au niveau du bilan : les dettes liées au personnel non portuaire (congrés payés, compte épargne temps, passifs sociaux, ...) figurent depuis le transfert en autres dettes vis-à-vis de la CCIR Aquitaine nouvel employeur (et non plus en dettes fiscales et sociales comme les exercices précédents).

4. Spécificités du Service Général :

- TACET 2018 :

Depuis le vote de la Loi portant sur la réforme des Chambres de Commerce et d'Industrie en 07/2010, la collecte de la ressource fiscale se fait à l'échelon régional par la CCIR. Ainsi, en 2018, la TACET a été collecté par la CCIR Aquitaine pour l'ensemble des CCI Territoriales dépendent d'elle et elle a été ensuite répartie à chacune selon une clé votée par son Assemblée Générale. La CCIT BPB a reçu, à ce titre un montant de 2.738.406 € auquel s'est ajouté 205.840 € au titre du fonds de péréquation et 50.545 € lié au rattrapage du versement des quelques CCI réfractaires au prélèvement de fonds de roulement en 2015 soit un total de 2.994.791 €.

- SCI du Centre Consulaire de Formation de Bayonne :

Le montant total des titres de participation au capital de la SCI Centre consulaire de formation de Bayonne créée en 1992 est de 3.950 K€ au 31/12/2018 détenu à 99,9% par la CCI.

Ces titres sont provisionnés pour un montant de 1.808K€.

- OFP Sud-Ouest :

Le montant total des titres au capital de l'OFP Sud-Ouest créée en 2014 est de 500 K€. Au 31/12/2018 la CCI BPB détient 40% du capital, soit pour 200 K€.

Ces titres sont provisionnés pour un montant de 60 K€.

5. Spécificités du Service Formation :

- Collecte de la Taxe d'Apprentissage :

Le Service de gestion de la Collecte de la Taxe d'Apprentissage a été régionalisé au 1^{er} janvier 2016, l'établissement est donc éteint dans les comptes. L'activité est assurée par une personne dont le salaire est refacturé à la CCIR.

- SCI Centre Consulaire de Formation de Bidart :

Une société civile immobilière a été constituée le 25 mars 1996. Cette SCI a pour objet de gérer le bâtiment « Estia 1 » hébergeant l'école d'ingénieurs de la CCI BPB.

Le montant des titres de participation de l'ensemble de la Chambre de Commerce dans cette SCI est de 2.927 K€ au 31/12/2018 détenu à 99,9% par la CCI (dont 2.165 K€ au Service Formation et 762 K€ au Service Général).

Ces titres sont provisionnés pour un montant de 642 K€.

- Titres EESC ESTIA :

L'EESC ESTIA a été constituée au 01/01/2017 et est composée des actifs et passifs des établissements ESTIA et CFA au sein de la CCI au 31/12/2016, correspondant aux dettes et aux créances incluant la trésorerie. Les valeurs d'apport sont celles arrêtées au 31/12/2016 et s'élèvent à 3 844 842 € incluant le bâtiment ESTIA 2 et de la trésorerie pour 753 K€. Cet apport de la CCI lui octroie 99,9% des parts de la société EESC ESTIA.

6. Spécificités du Service Port de commerce de Bayonne :

Convention de délégation de service public du port de commerce de Bayonne signée le 29 décembre 2008 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour une durée de 15 ans.

- Valorisation des immobilisations :

Les immobilisations mises en concession par le concédant sont listées en annexes 2A et B de la convention et sont valorisées dans les comptes de la concession conformément aux annexes de la convention.

- Conséquences comptables et financières liées au renouvellement de la concession :

La signature d'une nouvelle convention de DSP avec entrée en vigueur au 01/01/2009 a eu pour conséquences comptables et financières sur l'exercice 2018 :

- La prise en charge par la concession de la totalité du coût du dragage (dans la précédente concession seuls 50% des coûts étaient à la charge du port) pour un montant qui atteint jusqu'à 2.906 K€ en 2014.
- Au regard de la hausse de ces coûts de dragage et afin de rendre le Port de Bayonne compétitif, la CCI Bayonne Pays Basque a décidé d'acquérir une drague qui a été livrée le 25 septembre 2015. A ce titre un avenant à la convention CRA (Région Aquitaine) de délégation de service public a été signé le 3/03/2014 autorisant cette acquisition et engageant la Région au rachat à la Valeur Nette Comptable en fin de contrat.
- La constatation, selon l'annexe 12 à la Convention, d'une redevance domaniale à verser à la Région, dont le montant s'élève à 16 K€ pour sa part fixe. Aucune part variable n'a été reversée en 2018 du fait des résultats en déficit ;
- Un avenant en date du 8/12/2014 étendant le périmètre géographique de la concession avait été signé, l'échange de terrains en découlant a généré une soulte de 1,3 M€ en 2014 dont 1.043.513,28 € ont été portés en réserve foncière après couverture des travaux et frais engagés par la CCI.
- Un avenant en date du 5/12/2015 étendant le périmètre géographique de la concession a été signé, il en résulte l'inscription à l'actif du bilan de la concession des travaux financés par la Région Aquitaine à hauteur de 13.160 K€ pour la reconstruction du quai « CASTEL ».
- Un avenant n°5 signé le 5/12/2015 et prévoyant que le compte de réserve présente un solde de 6 millions d'euros en fin de contrat et que l'intégralité de la trésorerie soit restitué au concédant. Cette réserve se décompose en 4,8 M€ de réserve foncière et 1,2 M€ de provision pour les coûts de départs.
- L'affectation d'une part du résultat de 550 K€ en réserve foncière. Selon les conditions de la DSP le délégataire s'engage à constituer une réserve foncière d'une valeur de 8.250 K€ sur la durée de la concession en vue d'acquérir des terrains. L'engagement de la CCI est ramené à 4.800 K€ par l'avenant n°5.
Au 31/12/2018 (avant donc affectation du résultat 2018) la réserve s'élève à 4.515 K€ dont 150K€ ont déjà été affectés à l'acquisition d'un terrain en 2009.
- Un avenant n°6 signé le 19/03/2018 révisant les obligations financières de la CCI et prévoyant un programme d'investissement ambitieux de 11,6 M€ sur la période 2017-2023 et le versement par le CRNA à la CCI d'une subvention annuelle de 1,670 M€ sur la période 2018-2023 soit au total 10,023 M€ correspondant aux coûts d'exploitation du dragage, à concurrence de l'atteinte d'un plafond de trésorerie de 6 M€.
- Le niveau de trésorerie à fin 2018 est de 4,484 M€ supérieur aux prévisions dans l'avenant n°6.

- Dotations aux amortissements des immobilisations :

Pour l'ensemble des immobilisations qu'elles soient nouvellement acquises par la concession depuis le 1^{er} janvier 2009 ou apportées par le concédant (y compris les immobilisations acquises par le concessionnaire pendant le précédent contrat de concession), conformément aux règles comptables en vigueur dans les concessions, la dépréciation a été constatée directement par des comptes de bilan, sans impact sur le résultat de l'exercice.

Par exception à cette règle, et conformément à l'avenant 2 au contrat de DSP, les amortissements relatifs à la nouvelle drague impactent le compte de résultat de la concession à due concurrence.

La base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement. La dépréciation est calculée en fonction de la durée de vie de l'investissement.

Les biens immobilisés ne sont pas renouvelables.

- Amortissements de caducité :

A l'expiration du contrat de concession, et selon l'article 60.01 de ce dernier, l'ensemble des biens feront retour gratuitement à la Région. En conséquence, et conformément au guide comptable des entreprises concessionnaires de 1975, un amortissement à caractère financier dit « amortissement de caducité » est constaté sur tous les nouveaux biens acquis depuis le 1^{er} janvier 2009. Cet amortissement traduit la nécessité pour le concessionnaire de récupérer les investissements qu'il a effectués dans la concession.

L'amortissement de caducité est déterminé à partir de la date de mise en service sur la durée résiduelle de la concession pour les biens dont la durée de vie dépasse la fin du contrat.

La base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement.

- Provisions de renouvellement des immobilisations :

Aucune immobilisation n'est considérée comme renouvelable d'ici la fin de la concession compte tenu de la durée de vie des biens ou de l'obsolescence attendue sur certains types de biens informatiques.

- Provisions pour grosses réparations :

L'exploitation de la drague depuis 2015 et sur une année pleine depuis 2016, qui a représenté un investissement de 13,8 M€, nous a conduit à provisionner les dépenses pour grosses réparations et pour incident, le montant total de ces provisions au 31/12/2018 est de 273 K€.

Suite à l'opération en 2018 de mise en cale sèche intermédiaire de la drague et du remorqueur, le montant total de reprises de provisions est de 425 K€

- Subventions d'investissements :

Le traitement comptable des subventions d'investissement appliqué est celui de droit commun, à savoir : inscription de la subvention dans les capitaux propres et reprise au compte de résultat selon un plan de reprise parallèle au plan d'amortissement de caducité.

- Droits de port :

Les tarifs du port de Bayonne sont fixés annuellement par la CCIT. Les droits de port en découlant sont recouverts directement par les services douaniers et reversés, via le Trésor Public, à la chambre qui n'en a donc pas la maîtrise.

- Fin de l'exonération à l'IS à compter du 01/01/2018.

7. Spécificités du Service Port de pêche de Saint Jean de Luz / Ciboure :

Convention de délégation de service public d'établissement et d'exploitation de l'outillage public du port de pêche et de commerce de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure signé le 20 décembre 2006 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2007 pour une durée de 20 ans.

- Valorisation des immobilisations :

Les immobilisations mises en concession par le concédant sont listées en annexe II de la convention et sont valorisées dans les comptes de la concession conformément à l'annexe III de la convention « valorisation des biens apportés en concession ».

- Amortissements de caducité :

A l'expiration du contrat de concession, et selon l'article 44 de ce dernier, l'ensemble des biens feront retour gratuitement au Département 64. En conséquence, et conformément au guide comptable des entreprises concessionnaires de 1975, un amortissement à caractère financier dit « amortissement de caducité ». Cet amortissement traduit la nécessité pour le concessionnaire de récupérer les investissements qu'il a effectués dans la concession.

L'amortissement de caducité est déterminé à partir du 01/01/2018 et sur la durée résiduelle de la concession pour les biens dont la durée de vie dépasse la fin du contrat et n'ayant pas été préalablement autorisés par le concédant.

La base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement.

- Dotations aux amortissements des immobilisations :

Le mode de calcul des dotations aux amortissements est identique aux exercices précédents pour les nouveaux investissements acquis par la concession à compter du 1^{er} janvier 2007 : la base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement et la durée d'amortissement suit les règles comptables (annexe 1).

Pour les immobilisations apportées par le concédant (y compris les immobilisations acquises par le concessionnaire pendant le précédent contrat de concession), conformément aux règles comptables en vigueur dans les concessions, la dépréciation a été constatée directement par des comptes de bilan, sans impact sur le résultat de l'exercice.

- Provisions de renouvellement des immobilisations :

En ce qui concerne le port de Saint Jean de Luz / Ciboure aucune immobilisation n'est considérée comme renouvelable d'ici la fin de la nouvelle concession.

- Fin de l'exonération à l'IS à compter du 01/01/2018.

8. Spécificités du service divers :

Compte tenu de la nature et de l'importance des opérations de construction des hôtels d'entreprises sur le parc technologique d'Izarbel ainsi que sur la zone d'activité de Baia Park (Olatu Leku) et conformément à la circulaire interministérielle n°1111 du 30 mars 1992, cette activité est affectée à un service budgétaire particulier intitulé "Service Divers".

Cette activité de nature immobilière est assujettie à la TVA par option.

Un mandat de gestion et d'animation des hôtels d'entreprises Izarbel et Olatu Leku, sous forme de délégation de service public, a été confié par la CCI à l'EESC ESTIA pour 5 ans.

ANNEXE COMPTABLE N°1 : CALCUL DES AMORTISSEMENTS

L' amortissement des immobilisations est calculé selon le mode linéaire
et sur les durées détaillées ci-après:

| | | |
|------|--|----------------|
| | LOGICIELS | 4 ANS |
| | FRAIS DE RECHERCHE | de 3 à 5 ANS |
| | MATERIEL INFORMATIQUE | 4 ANS |
| *(1) | CONSTRUCTIONS | de 10 à 50 ANS |
| | AGENCEMENTS CONSTRUCTIONS | 10 - 20 ANS |
| | INSTALLATIONS COMPLEXES | 15 ANS |
| | MATERIEL PEDAGOGIQUE | 5 ANS |
| | INSTALLATIONS GENERALES | 5 ANS |
| | MATERIEL DE TRANSPORT | 5 ANS |
| | MATERIEL DE BUREAU | 5 ANS |
| | MOBILIER | 5 et 10 ANS |
| | MATERIEL HYGIENE ET SECURITE | 5 ANS |
| | AUTRES IMMO CORPORELLES | 5 ANS |
| | MATERIEL INDUSTRIEL | 8-10-15 ANS |
| | OUTILLAGE INDUSTRIEL | 5-10 ANS |
| *(1) | durée variable en fonction du type composant ou du type de bâtiment (hangar, préfabriqué ou construction en dur,...) | |

**ANNEXE COMPTABLE N°2 :
MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES PROVISIONS**

| IMMOBILISATIONS | | | | |
|-------------------------------------|---|---------------------------|---------------------------|---|
| | VALEUR BRUTE AU 31/12/2017 | AUGMENT. 2 018 | DIMINUT. 2 018 | VALEUR BRUTE AU 31/12/2018 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 453 006 | 101 749 | 123 307 | 431 447 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 15 080 433 | 173 728 | 117 518 | 15 136 643 |
| IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION | 131 165 912 | 3 487 969 | 2 477 193 | 132 176 688 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 13 572 795 | 12 344 | 2 000 000 | 11 585 139 |
| TOTAL GENERAL | 160 272 146 | 3 775 789 | 4 718 017 | 159 329 918 |

| AMORTISSEMENTS | | | | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| | MONTANTS AU 31/12/2017 | AUGMENT. 2 018 | DIMINUT. 2 018 | MONTANTS AU 31/12/2018 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 386 963,26 | 41 247 | 123 307 | 304 903 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 7 284 036,56 | 450 371 | 117 518 | 7 616 889 |
| IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION | 70 501 684,06 | 3 788 274 | 2 066 577,03 | 72 223 381 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 78 172 684 | 4 279 891 | 2 307 401 | 80 145 174 |

| PROVISIONS | | | | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| | MONTANTS AU 31/12/2017 | AUGMENT. 2 018 | DIMINUT. 2 018 | MONTANTS AU 31/12/2018 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 0 | | | 0 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 0 | | | 0 |
| IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION | 0 | | | 0 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 646 002,95 | 77 363 | 169 784 | 2 553 582 |
| ACTIF CIRCULANT | 38 565,05 | 22 880 | 11 293 | 50 152 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 3 486 347,99 | 1 159 845 | 1 044 219 | 3 601 974 |
| DOTATIONS ET REPRISES S/RESULTAT | | | | |
| D'EXPLOITATION | | 465 815 | 615 282 | |
| FINANCIERES | | 77 363 | 169 784 | |
| EXCEPTIONNELLES | | 716 910 | 440 230 | |

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE BAYONNE PAYS BASQUE

ANNEXE COMPTABLE 3 : INFORMATIONS FINANCIERES SUR LES FILIALES

| AU 31/12/2018 chaque filiale et participations | Capital | Capitaux propres autres que capital et Rt | Quote-part du capital détenue | Résultats AU 31/12/2018 exercice clos | Chiffre d'affaires |
|---|----------------|--|--|--|-------------------------------|
| 1. Filiales (détenues à plus de 50%) | | | | | |
| SCI Centre Consulaire de Formation de Bayonne | 3 951 564,36 | -1 783 535,82 | 99,93% | -24 190 | 163 044 |
| SCI Centre consulaire de Formation de Bidart | 2 930 375,01 | -806 784,00 | 99,90% | 164 073 | 274 314 |
| EESC ESTIA | 3 836 630,00 € | 292 118,23 | 99,996% | 581 900 | 8 537 608 |
| 2. Participations (détenues entre 10 et 50%) | | | | | |
| OFP Sud Ouest | 500 000,00 € | -160 818,00 | 40,00% | 10 558 | 1 566 349 |

| Renseignements globaux | Filiales | | Participations | | |
|--|-------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------|
| | Françaises | Etrangères | Françaises | Etrangères | |
| . Valeur comptable des titres détenus: | | | | | |
| . brute..... | 10 722 180,95 | | 200 000,00 | | 10 922 180,95 € |
| . nette..... | 8 272 567,79 | | 139 896,00 | | 8 412 463,79 € |
| . Montant des subventions accordées | | | | | 0,00 € |
| . Montant des prêts et avances accordés | 0,00 | | | | |

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE BAYONNE PAYS BASQUE

ANNEXE COMPTABLE 4 : ECHEANCIER DES CREANCES ET DES DETTES

| | MONTANT BRUT au 31/12/2018 | ECHEANCES | |
|---|----------------------------------|------------------|-------------------|
| | | A 1 AN AU + | A + D'1 AN |
| CREANCES | | | |
| Créances clients et cptes rattachés | 2 440 219 | 2 440 219 | |
| autres créances | 1 568 266 | 1 568 266 | |
| charges constatées d'avance | 127 452 | 127 452 | |
| TOTAL CREANCES | 4 135 936 | 4 135 936 | 0 |
| DETTES | | | |
| emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | 17 760 082 | 1 661 221 | 16 098 861 |
| <i>dont concessions portuaires</i> | <i>15 560 167</i> | <i>1 431 704</i> | <i>14 128 463</i> |
| emprunts et dettes financiers divers | 214 | 214 | |
| dettes fournisseurs et cptes rattachés | 862 135 | 862 135 | |
| dettes fiscales et sociales | 551 024 | 551 024 | |
| dettes s/immo comptes rattachés | 250 300 | 250 300 | |
| autres dettes | 422 120 | 422 120 | |
| produits constatés d'avance | 766 191 | 766 191 | |
| TOTAL DETTES | 20 612 066 | 4 513 205 | 16 098 861 |

**ANNEXE COMPTABLE 5 :
PRODUITS ET CHARGES IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE**

| | 2018 |
|--|----------------|
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 127 452 |
| Charges d'exploitation | |
| Service Général (divers abonnements et maintenances) | 74000,21 |
| Service Divers | 2243,46 |
| Service Formation (frais de scolarité/ maintenance / assurances) | 37247,57 |
| Service Ports (abonnements) | 13960,33 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 766 190 |
| Produits d'exploitation | |
| Service Général (subvention) | 13996,66 |
| Service Divers (location) | 1 496 |
| Service Formation (droits de scolarité) | 749 994 |
| Service Ports (assurance dommage ouvrage) | 704 |

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE BAYONNE PAYS BASQUE**ANNEXE COMPTABLE 6 :
CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR**

| CHARGES A PAYER 2018 | MONTANT en euros |
|--|-----------------------------|
| INTERETS COURUS S/ETABLISSEMENTS DE CREDITS | 69 821 |
| FOURNISSEURS EXPLOIT. FACTURES NON PARVENUES | 215 063 |
| FOURNISSEURS IMMOB. FACTURES NON PARVENUES | 29 284 |
| PERSONNEL DETTES PROVISIONNEES P/ CONGES PAYES | 146 074 |
| PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER | 6 664 |
| ORG. SOCIAUX CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES | 69 915 |
| ORG. SOCIAUX AUTRES CHARGES A PAYER | 8 225 |
| ETAT CHARGES FISCALES S/CONGES A PAYER | 4 998 |
| ETAT AUTRES CHARGES A PAYER | 23 943 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 18 |
| CLIENTS R,R,R / AVOIRS A ETABLIR | 5 352 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | 579 356 |

| PRODUITS A RECEVOIR 2018 | MONTANT en euros |
|---|-----------------------------|
| CREANCES FOURNISSEURS AVOIRS NON RECUS | 87 943 |
| CREANCES CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 161 556 |
| ETAT-PRODUITS A RECEVOIR | 0 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A RECEVOIR | 562 500 |
| AUTRES PRODUITS A RECEVOIR (dont subventions d'exploitation) | 573 916 |
| INTERETS COURUS COMPTES A TERME | 0 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | 1 385 915 |

ANNEXE COMPTABLE 7 :

| ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS | | AU 31/12/2018 |
|--|------------------------|----------------------|
| CAUTIONS DIVERSES CHANTIERS PORT DE SAINT JEAN DE LUZ | | 59 665 |
| CAUTIONS DIVERSES CHANTIERS PORT DE BAYONNE | | 32 580 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS | | 92 445 |
| ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES | | AU 31/12/2018 |
| MONTANTS DES INTERETS DES EMPRUNTS RESTANT DUS | | |
| * Etablissements de crédits: | | |
| | SERVICE GENERAL | 13 428 |
| | SERVICE DIVERS | 163 782 |
| | SERVICE FORMATION | 0 |
| | PORT DE BAYONNE | 3 340 578 |
| | PORT DE ST JEAN DE LUZ | 43 243 |
| | sous-total: | 3 681 011 |
| PORT DE BAYONNE | | 255 000 |
| CAUTION REGION AQUITAINE FIN DE DSP 2023 PORT DE BAYONNE | | 255 000 |
| | sous-total: | 255 000 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES | | 3 836 011 |

ANNEXE COMPTABLE 8 : ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

| POSTES DU BILAN | REDEVANCES PAYEES | | REDEVANCES RESTANT A PAYER | | PRIX ACHAT RESIDUEL | TOTAL LOYERS |
|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|-----------------|---------------------|-------------------|
| | en 2018 | CUMULEES | JUSQU' A 1 AN | PLUS D'1 AN | | |
| Serveur iseries (SG) | 5 553,85 | 31 981,30 | | | 357,95 | 31 981,30 |
| 68 PC KBS (FC) | 7 444,27 | 33 639,36 | | | 332,93 | 33 639,36 |
| 76 PC KBS (FC) | 12 382,84 | 27 861,39 | 9 287,13 | | 372,10 | 37 148,52 |
| 200 PC ESTIA (FS) | 49 425,20 | 223 344,01 | | | 2 212,52 | 223 344,01 |
| 36 PC ESTIA (FS) | 10 050,48 | 40 201,92 | | | 398,26 | 40 201,92 |
| 40 PC ESTIA (FS) | 14 544,00 | 27 941,87 | 14 544,00 | 1 146,13 | 1,20 | 43 632,00 |
| 230 PC ESTIA (FS) | 82 636,80 | 185 932,80 | 61 977,60 | | 2 483,17 | 247 910,40 |
| TOTAL | 182 037,44 | 570 902,65 | 85 808,73 | 1 146,13 | 6 158,13 | 657 857,51 |

| POSTES DU BILAN | COUT ENTREE | DATE ENTREE | DUREE AMORTISSEMENT ANNEES | TAUX AMORTISSEMENT | DOT.AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE | | VALEUR NETTE |
|----------------------|-------------------|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------|
| | | | | | | CUMULEE | |
| Serveur iseries (SG) | 32 292,00 | 20/11/13 | 5,00 | 0,20 | 5 920,20 | 32 292,00 | 0,00 |
| 68 PC KBS (FC) | 33 292,80 | 01/09/15 | 3,00 | 0,33 | 7 398,40 | 33 292,80 | 0,00 |
| 76 PC KBS (FC) | 37 209,60 | 01/10/16 | 3,00 | 0,33 | 12 403,20 | 27 907,20 | 9 302,40 |
| 200 PC Estia (FS) | 221 252,81 | 01/09/15 | 3,00 | 0,33 | 49 167,29 | 221 252,81 | 0,00 |
| 36 PC Estia (FS) | 39 825,50 | 01/10/15 | 3,00 | 0,33 | 9 956,38 | 39 825,50 | 0,00 |
| 40 PC ESTIA (FS) | 43 185,60 | 30/01/17 | 3,00 | 0,33 | 14 395,20 | 27 590,80 | 15 594,80 |
| 230 PC ESTIA (FS) | 246 317,20 | 01/10/16 | 3,00 | 0,33 | 82 772,40 | 186 237,90 | 62 079,30 |
| TOTAL | 655 375,51 | | | | 182 013,07 | 568 399,01 | 86 976,50 |

ANNEXE COMPTABLE N°9 :
MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

| CAPITAUX PROPRES | | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------|------------------|----------------------|------------------|-------------------------|
| | VALEUR AU 31/12/2017 | AUGMENT. 2018 | AFFECTAT° RT 2017 | DIMINUT. 2018 | VALEUR AU 31/12/2018 |
| APPORTS | | | | | |
| Service Général | 2 081 795 | 0 | 0 | 0 | 2 081 795 |
| Service Formation | 1 986 944 | | | | 1 986 944 |
| Services Portuaires | 94 851 | | | | 94 851 |
| Service Divers | 0 | | | | 0 |
| AUTRES RESERVES | | | | | |
| Port de Bayonne (Réserve Fondère) | 4 457 635 | 0 | 57 061 | 0 | 4 514 696 |
| | 4 457 635 | | 57 061 | | 4 514 696 |
| REPORT A NOUVEAU | | | | | |
| Service Général | 9 528 596 | 0 | -340 455 | 0 | 9 188 142 |
| Service Formation | 7 554 569 | | 266 365,24 | | 7 820 933,85 |
| Services Portuaires | 2 238 484 | | 543 350,93 | | 2 781 835,11 |
| Service Divers | -925 286 | | -1 206 418,25 | | -2 131 684,65 |
| | 660 810 | | 56 247,45 | | 717 057,27 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | | | |
| Service Général | -283 394 | -85 748 | 283 394 | 0 | -85 748 |
| Service Formation | 266 365 | -898 830 | -266 365 | | -898 830 |
| Services Portuaires | 543 351 | 799 052 | -543 351 | | 799 052 |
| Service Divers | -1 149 357 | -82 651 | 1 149 357 | | -82 651 |
| | 56 247 | 86 682 | -56 247 | | 86 682 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| Service Général | 10 734 286 | 1 200 000 | 0 | 956 375 | 10 977 911 |
| Service Formation | 0 | | | | 0 |
| Services Portuaires | 2 420 821 | | | 268 980 | 2 151 841 |
| Service Divers | 5 418 698 | 1 200 000 | | 552 667 | 6 068 031 |
| | 2 894 767 | 0 | | 134 728 | 2 760 039 |
| TOTAL GENERAL | 26 518 919 | 1 104 252 | 0 | 966 375 | 28 566 795 |

| AUTRE FONDS PROPRES | | | | |
|-----------------------------|---------------------------|------------------|------------------|---------------------------|
| | MONTANTS AU 31/12/2017 | AUGMENT. 2018 | DIMINUT. 2018 | MONTANTS AU 31/12/2018 |
| DROITS DU CONCEDEANT | | | | |
| Services Portuaires | 40 655 981 | 797 689 | 0 | 39 424 642 |
| | 40 655 981 | 797 689 | 2 029 028 | 39 424 642 |
| | 0 | | 2 029 028 | 0 |
| | 0 | | | 0 |
| TOTAL GENERAL | 40 655 981 | 797 689 | 0 | 39 424 642 |

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BAYONNE PAYS BASQUE

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE
Tableau 1
ETAT DES EFFECTIFS AU 31.12.2018

| Durée de l'emploi | Régime juridique | Personnel mis à disposition par la CCI Aquitaine | | | | | | | Personnel salarié | | | | | TOTAL (3) à (12) |
|-------------------|-------------------------------|--|-------------|--------------|----------|------------------------|--------------|------------|-------------------|------|--------|---------------|--|------------------|
| | | A.T. | C.F.E. | S.G. 3 et 4 | C.F.A. | Formations hors C.F.A. | Ports | Aéropports | Aménagements | PEEC | Divers | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | | |
| Année pleine | Statut | 3,82 | 2,84 | 41,98 | 0,00 | 13,52 | | | | | | 62,16 | | |
| | Convention verte (ccnu) | | | | | | 31,85 | | | | | 31,85 | | |
| | Convention marins | | | | | | 12 | | | | | 12,00 | | |
| | Contrats à durée indéterminée | | | | | | | | | | | 0 | | |
| | Contrats à durée déterminée | | | 4 | | | | | | | | 4,00 | | |
| | SOUS - TOTAL 1 | 3,82 | 2,84 | 45,98 | 0 | 13,52 | 43,95 | | | | | 110,11 | | |
| Année partielle | Statut | 1 | | 6,8 | | 2 | | | | | | 9,8 | | |
| | Convention verte (ccnu) | | | | | | 5 | | | | | 5 | | |
| | Convention marins | | | | | | 7 | | | | | 7 | | |
| | Contrat à durée indéterminée | | | | | | | | | | | 0 | | |
| | Contrat à durée déterminée | | 0,5 | 2 | | 1 | 1 | | | | | 4,5 | | |
| | SOUS - TOTAL 2 | 1 | 0,5 | 8,8 | 0 | 3 | 13 | | | | | 26,3 | | |
| | TOTAL GENERAL 1 + 2 | 4,82 | 3,34 | 54,78 | 0 | 16,52 | 56,95 | | | | | 136,41 | | |
| | Vacataires | | | | | | | | | | | 0 | | |